**JEAN-PIERRE SUEUR, SENATEUR :
«Sinistrés de la sécheresse :
après le débat au Sénat»**

Sous ce titre, Jean-Pierre Sueur, sénateur du Loiret, vous prie d'insérer :
«A quoi servent les rapports parlementaires ? Voilà une question que l'on pourrait se poser à la suite du débat qui a eu lieu au Sénat, jeudi 16 décembre. Une fois de plus, il doit être la cinquième ou sixième... j'ai défendu, en déposant trois amendements, les conclusions du rapport établi par le groupe de travail de la commission des finances, présidé par Eric Dolige et dont les rapporteurs étaient Jean-Laud Frécon et Fabienne Keller, au sujet des sinistrés dus à la sécheresse de 2003.
Ce rapport, adopté par la commission des finances, reconnaît une enveloppe financière supplémentaire, près celle que nous avions obtenue en 2006, qui s'est avérée notablement insuffisante pour faire face au lourd préjudice subi par nombre de citoyens qui constatent les fissures qui s'élargissent dans les murs de leur pavillon et les dégradations qui se multiplient, de la cave au grenier.
Cette demande était d'autant plus justifiée que les reconnaissances des communes sinistrées au titre de la loi sur les catastrophes

giques ne se sont pas faites des considérations politiques ! Toujours est-il que M. Baroin fut le cinquième ou sixième ministre à opposer une fin de non-recevoir à l'un de mes amendements reprenant cette recommandation de la commission citée. Je le regrette pour les sinistrés du Loiret, pour les associations et tout particulièrement pour M. Claude Naquin, qui a défendu sa cause avec autant de ténacité que de détermination. Il a tiré les conséquences de ce qui s'est passé pour mettre en œuvre des procédures de réparation des préjudices mieux appropriées et plus justes, et aussi pour favoriser la prévention et l'information donnée aux maires sur les risques liés à la géologie à quoi Nathalie Kocik Morizot s'est engagée au moment de son passage au ministère de l'Énergie et de l'Environnement lors du débat sur le budget de Finances pour 2011.
Malgré cette consolation, à l'un de mes amendements reprenant une autre recommandation de la commission, le gouvernement s'est en fait refusé à ce que le reliquat de la dotation de 218,5 millions de euros affectée en 2006, soit effectivement attribué dans l'e